

rait fait entendre que le canal de la baie Georgienne allait être construit; que cela faisait partie du programme du nouveau Gouvernement. Je désirerais savoir du très honorable premier ministre s'il ne serait pas en mesure de dire à la Chambre quand nous sera soumis cet article de son programme.

M. BORDEN: Je viens justement de dire au très honorable chef de l'opposition que, d'ici à huit jours, nous lui donnerions des renseignements complets sur le programme du Gouvernement.

M. DEVLIN: Puis-je savoir du premier ministre si le cabinet a d'ores et déjà arrêté quelle sera sa politique relativement à la construction du canal de la baie Georgienne?

M. PELLETIER: Je dois dire à mon honorable ami que je n'ai absolument rien dit hier soir du canal de la baie Georgienne.

Sir WILFRID LAURIER: Voilà qui est fâcheux pour la presse ministérielle.

M. PELLETIER: Elle a été mal renseignée par la presse libérale.

L'ELECTION LEGISLATIVE DE RENEW-SUD.

Sir WILFRID LAURIER: Je vois que le ministre des Postes et celui de l'Agriculture ont commencé la campagne dans Renew-sud. Cela me fait supposer que la convocation des électeurs a été ordonnée.

M. BORDEN: Mon très honorable ami ne doit pas trop se hâter de faire des suppositions. Au reste, je compte mettre cette question sur le tapis demain.

Sir WILFRID LAURIER: En ce cas, je renouvellerai ma question lundi.

COMMERCE INTERCOLONIAL.

M. WHITE (Leeds) propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. EMMERSON: Comme je vois que le ministre de l'Agriculture n'est pas à son siège, mon très honorable ami le chef du Gouvernement voudra bien me dire ce que l'on entend faire à l'égard des recenseurs qui n'ont pas encore été entièrement payés. J'ai reçu aujourd'hui une lettre me disant que ceux du comté de Westmoreland sont dans ce cas.

M. BORDEN: Mon honorable ami a bien fait d'appeler mon attention sur cette affaire. La chose apparemment relève des bureaux et il m'est par suite impossible de renseigner sur ce point l'honorable député; mais j'en parlerai à mon collègue le ministre de l'Agriculture à la prochaine occasion, et je suis sûr qu'il se fera un

M. DEVLIN.

devoir d'y donner ses soins immédiats. Mon honorable ami a parfaitement raison de dire qu'il serait désirable de retarder le moins possible le paiement de ces reliquats.

COMMERCE ENTRE LE CANADA, LES ANTILLES ET L'AUSTRALIE.

M. PUGSLEY (Saint-Jean, N.-B.): Je désirerais soumettre à la Chambre certaines observations relatives au commerce du Canada avec les Antilles et l'Australie. Pour nous de la gauche, notre attitude sur cette question est bien connue; elle ressort de documents qui ont été déposés sur le bureau de la Chambre. La députation en général n'ignore pas que nous avons tout fait pour encourager ce commerce. Aussi, je m'abstiendrai de toute longue discussion sur cette affaire.

Avant d'entrer dans le vif de mon sujet, j'aimerais à savoir de mon honorable ami le ministre du Commerce si la navigation entre le Canada et les Antilles est restée dans l'état où elle était au moment de l'entrée en fonctions du nouveau cabinet. Mon honorable ami sait que MM. Pickford et Black, les entrepreneurs du service de paquebots entre ces pays et les Antilles ont refusé l'année dernière de continuer plus longtemps ce service aux conditions que nous leur avions imposées. L'ex-ministre du Commerce a alors pris temporairement des dispositions qui ont peu satisfait les hommes d'affaires et entrepreneurs de Saint-Jean. Comme conséquence de cet arrangement temporaire, Halifax ne devait avoir qu'un service de tous les onze jours, et Saint-Jean un service de tous les vingt-deux jours seulement. Les habitants de cette dernière ville ont fait, depuis plusieurs années, de très sérieux efforts en vue d'assurer des relations commerciales plus suivies entre eux et les Antilles anglaises. Grand a été leur désappointement à l'annonce d'un service aussi restreint. Des représentants de la Chambre de commerce de Saint-Jean m'ayant fait savoir la chose, j'en parlai à l'ex-ministre du Commerce (sir Richard Cartwright), qui m'assura qu'il allait prendre d'énergiques mesures pour donner sur ce point satisfaction aux hommes d'affaires de Saint-Jean. Malheureusement, il ne put donner suite à la chose, l'ancienne administration ayant eu à subir le contre-coup de la calamité qui, le 21 septembre dernier, est venue assombrir l'horizon politique du pays.

J'aimerais à savoir du présent ministre du Commerce (M. Foster) s'il a été fait quelque chose dans ce sens.

M. FOSTER (Toronto): L'affaire est restée exactement au point où l'avait laissée l'ancien ministre.

M. PUGSLEY: Il serait malheureux de laisser passer tout cet hiver sans que rien